

Brochure n° 3279

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1801. – SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE**

AVENANT N° 25 DU 22 DÉCEMBRE 2011  
RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2012

NOR : ASET1250249M  
IDCC : 1801

Entre :  
Le SNSA,  
D'une part, et  
La FBA CFDT,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunération annuelle garantie (art. 51)*

La rémunération annuelle garantie de la profession correspond à 18 981 € bruts.

**Article 2**

*Barème des rémunérations minimales annuelles garanties*

Le barème des rémunérations minimales garanties, figurant à l'article 54, est modifié comme suit, et applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 aux salariés présents à l'effectif à la date de signature de cet accord.

*(En euros.)*

NIVEAU	MONTANT
A	18 981
B	19 449
C	20 114
D	21 548
E	24 507
F	27 090
G	31 695
H	36 741
I	48 281

Les montants définis aux articles 1<sup>er</sup> et 2 correspondent à des rémunérations annuelles brutes, au sens de l'article 50 de la convention collective, pour une activité à temps plein équivalant à 35 heures par semaine.

### Article 3

#### *Personnel salarié à la mission (annexe III)*

a) Les barèmes applicables pour le personnel médecin et infirmier effectuant des transports à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 sont revalorisés comme suit :

(En euros.)

	MÉDECINS	INFIRMIERS
1. Evacuation sanitaire par avion spécial		
Indemnités de départ	217,32	152,65
Taux horaire appliqué à toute la durée de la mission	12,76	9,71
2. Evacuation sanitaire par avion de ligne ou autres moyens de transport		
Indemnités de départ	173,90	112,25
Taux horaire appliqué à toute la durée de la mission	11,64	9,22

Ces barèmes sont appliqués à tout médecin ou infirmier qu'il soit salarié à la mission ou en contrat à durée indéterminée lorsqu'il effectue des missions de transport.

b) Tous les autres salariés à la mission sont classés au niveau B. Ils ne peuvent percevoir une rémunération horaire inférieure à 11,99 €.

c) Les montants définis au présent article s'entendent tous éléments de rémunération inclus. A cette rémunération s'ajoutent exclusivement les majorations relatives au travail effectué le jour du 1<sup>er</sup> mai, ainsi que l'indemnité légale de congés payés.

### Article 4

#### *Maintien de la garantie du salaire net de base des salariés passant du niveau E (agent de maîtrise) au niveau F (agent de maîtrise assimilé cadre)*

Compte tenu du poids supplémentaire des cotisations salariales lié au changement de niveau E à F, l'entreprise doit obligatoirement veiller à ce que le salaire net ne soit pas réduit d'autant.

Cette disposition s'applique au salaire net mensuel ainsi qu'au salaire net annuel.

### Article 5

#### *Maintien de la garantie du salaire net de base des salariés passant du niveau F (agent de maîtrise assimilé cadre) au niveau G (cadre)*

Les dispositions de l'article 5 sont applicables également d'une manière générale à tout salarié agent de maîtrise (E ou F) passant au niveau G.

### Article 6

#### *Majorations de nuit*

L'article 60 de la convention collective nationale des sociétés d'assistance du 13 avril 1994 est modifié, concernant la majoration de rémunération de l'heure de nuit (entre 22 heures et 7 heures), de la manière suivante.

Chaque entreprise détermine par voie d'accord les majorations de rémunération pour les salariés travaillant la nuit, le dimanche ou un jour férié dans le cadre de son horaire normal de travail, sans aller en deçà des minima suivants :

- pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012, la majoration de nuit (entre 22 heures et 7 heures) est portée à 35 % ;
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 elle sera portée à 40 %.

Les autres dispositions de l'article 60 demeurent inchangées.

## **Article 7**

### *Réunions paritaires, préparatoires et frais de déplacement*

Le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 7 *f* « Indemnisation des salariés » de la convention collective nationale est modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

« Autres dépenses liées au déplacement :

- frais de restauration : remboursement dans la limite de 24 € par repas ;
- frais d'hébergement :
  - remboursement de la nuitée et du petit déjeuner dans la limite de 100 € par jour pour Paris ;
  - remboursement de la nuitée et du petit déjeuner dans la limite de 90 € par jour pour la province.

Ces montants seront réexaminés en 2012 dans le cadre de la négociation annuelle.

Le présent accord qui revêt un caractère normatif vise les sociétés ainsi que leurs salarié(e)s, appliquant la convention collective nationale des sociétés d'assistance. »

Fait à Bry-sur-Marne, le 22 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)